

## ANNEXE 1 : PLANS - PIECES ECRITES - DOCUMENTS DE DOE

Afin de prendre connaissance de votre projet, initialiser notre mission, et vous remettre les documents dont vous nous avez demandé la rédaction, nous vous remercions de nous faire parvenir les informations et documents énumérés ci-après.

### 1. Intégration de la sécurité au chantier : prévention des risques en phase de réalisation des travaux

Les documents indiqués ci-dessous nous sont indispensables pour élaborer le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS). Il vous appartient de joindre ce PGC SPS au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) :

- Rapport de repérage amiante avant travaux
- Rapport de repérage plomb avant travaux
- Tout document que vous jugeriez utile à la réalisation de notre mission de coordination SPS

### 2. Intégration de la sécurité à l'ouvrage : Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO)

Les documents énumérés ci-dessous sont exigés par le code du travail afin de faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures sur l'ouvrage, au sens d'un entretien normalement prévisible. Il est nécessaire, dès à présent, de les réclamer aux entreprises afin qu'elles les préparent et les joignent à leurs Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) collationnés par le maître d'œuvre à l'issue des travaux. Cette liste sera mise à jour en cours de chantier.

- Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) : Bordereau établi sur papier à entête du Maître d'Oeuvre

*RAPPELS DE LA RÉGLEMENTATION : Code du Travail Article R4532-98 « Le maître d'ouvrage veille à ce que le coordonnateur soit associé pendant toutes les phases de l'opération à l'élaboration et à la réalisation du projet de l'ouvrage, en particulier en lui donnant accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre et en le rendant destinataire, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission, de toutes les études réalisées par celui-ci. »*

## ANNEXE 2 : CONNAISSANCE DE L'EXISTANT : LE DIUO

L'opération pour laquelle vous nous avez missionnés porte sur un ouvrage existant.

Dans le cas où cet ouvrage aurait déjà fait l'objet d'un DIUO vous devez nous le transmettre afin que nous y apportions les modifications et compléments découlant des nouveaux travaux.

*RAPPELS DE LA RÉGLEMENTATION : Code du Travail Article R4532-98 « Lors de toute nouvelle opération pour laquelle un coordonnateur en matière de sécurité et de santé est requis, un exemplaire du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage est remis au coordonnateur en matière de sécurité et de santé désigné par le maître de l'ouvrage. Le coordonnateur apporte au dossier les modifications et compléments éventuels découlant des nouveaux travaux. Les règles de transmission prévues à la présente section s'appliquent au dossier mis à jour. »*

## ANNEXE 3 : CONNAISSANCE DE L'EXISTANT : L'AMIANTE

L'opération pour laquelle vous nous avez missionnés porte sur un ouvrage existant.

- **Si l'ouvrage est un bâtiment ayant fait l'objet d'un permis de construire antérieur au 1er juillet 1997**, vous devez nous communiquer :
  - La fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante (D.T.A.), indiquant notamment les noms et coordonnées de la personne détentrice du DTA ;
  - Les résultats des investigations complémentaires obligatoires, comportant des sondages destructifs, que vous avez du faire réaliser avant travaux.  
Ces documents seront joints au Plan Général de Coordination, que vous devez inclure dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).
- **Si l'ouvrage est un bâtiment ayant fait l'objet d'un permis de construire postérieur au 1er juillet 1997, ou bien s'il s'agit d'un autre type d'ouvrage** (ouvrage d'art, édifice particulier, installation technique, réseau de canalisations, etc...) vous devez :
  - nous confirmer qu'il ne contient pas de matériaux et produits amiantés.
  - ou dans le cas contraire, nous fournir les documents indiquant les parties d'ouvrage contenant ces matériaux et produits amiantés.



**S'il vous est impossible de nous fournir les documents demandés il est impératif de :**

- **faire procéder au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante.**
- **différer le démarrage du chantier sur les parties d'ouvrage concernées par les travaux dans l'attente des résultats des investigations nécessaires.**

**RAPPELS DE LA RÉGLEMENTATION :** Code du Travail Article R.4532-7 : « Le maître d'ouvrage demande au propriétaire du bâtiment les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22, R. 1334-27 et R. 1334-28 du code de la santé publique. Il communique ces documents au maître d'œuvre et au coordonnateur. » Article R.4532-46 : « Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22, R. 1334-27 et R. 1334-28 du code de la santé publique sont joints au plan général de coordination. »

## ANNEXE 4 : CONNAISSANCE DE L'EXISTANT : LE PLOMB

L'opération pour laquelle vous nous avez missionnés porte sur un ouvrage existant.

Nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- bien que la céruse ait été interdite d'usage pour les professionnels en 1948, l'interdiction absolue d'importation et de mise sur le marché des peintures à la céruse date de février 1993. L'interdiction définitive d'emploi date, quant à elle, de 2003 ;
- certains produits et matériaux en plomb, ou contenant du plomb, tels que les miniums, les canalisations, tabliers de toiture, feuilles de plomb, ont continué à être utilisés jusqu'à un passé récent.

La date de construction de l'ouvrage est donc un critère insuffisant pour garantir l'absence de plomb.

Nous vous rappelons l'obligation faite à l'ensemble des acteurs du chantier (Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, Entrepreneurs) d'évaluer les risques professionnels (principes généraux de prévention). Cette obligation s'applique au plomb en raison de sa toxicité.

Pour cette raison vous devez :

- nous confirmer que l'ouvrage ne contient pas de plomb sous quelle que forme que ce soit ;
- ou faire réaliser, et nous transmettre, ainsi qu'au maître d'œuvre, un diagnostic plomb dont l'objectif est d'identifier les parties d'ouvrage concernées par ce risque.

Si l'ouvrage a fait l'objet d'un Constat de Risque d'Exposition au Plomb (C.R.E.P.), vous devez nous le transmettre.



**S'il vous est impossible de nous fournir les documents demandés il est impératif de :**

- **faire procéder au repérage des parties d'ouvrage susceptibles de contenir du plomb.**
- **différer le démarrage du chantier sur les parties d'ouvrage concernées par les travaux dans l'attente des résultats des investigations nécessaires.**

**RAPPELS DE LA RÉGLEMENTATION :** vous reporter au Code de la Santé Publique : Articles L1334-8, L1334-9, R1334-12 et R1334-13 – et au code du travail : articles L.4121-2 et L.4531-1

## ANNEXE 5 : LA DECLARATION PREALABLE

L'opération que vous réalisez est de 1ère ou 2ème catégorie au sens du code du travail. Elle implique la rédaction et l'envoi par le maître d'ouvrage d'une déclaration préalable :

- à l'inspection du travail (D.I.R.E.C.C.T.E) ou à la D.R.E.A.L. ;

### **DIRECCTE 52**

15 rue Décrès  
52012 CHAUMONT CEDEX

- au service prévention de la caisse d'assurance retraite et santé au travail (C.A.R.S.A.T.) ou de la caisse régionale d'assurance maladie (C.R.A.M.) ou de la mutualité sociale agricole (M.S.A.) ;

### **CARSAT 52**

12, rue des Halles  
52000 CHAUMONT

- à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (O.P.P.B.T.P.).

### **OPPBTP GRAND EST**

Agence Grand Est  
71 rue des cinq-piquets  
54000 NANCY

Nous vous demandons de nous faire parvenir une copie de cette déclaration préalable pour mise à jour durant le chantier.



**Dans le cas où vous auriez omis de remplir cette obligation, vous trouverez ci-joint la déclaration préalable pré-remplie, avec les informations dont nous disposons, il convient de la compléter avant envoi.**

**RAPPELS DE LA RÉGLEMENTATION :** Code du travail - Article L4532-1. « Lorsque la durée ou le volume prévus des travaux d'une opération de bâtiment ou de génie civil excède certains seuils, le maître d'ouvrage adresse avant le début des travaux une déclaration préalable : 1° A l'autorité administrative ; 2° A l'organisme professionnel de santé, de sécurité et des conditions de travail prévu par l'Article L4111-6 dans la branche d'activité du bâtiment et des travaux publics ; 3° Aux organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels. Le texte de cette déclaration, dont le contenu est précisé par arrêté ministériel, est affiché sur le chantier. Article R4532-3. « La déclaration préalable est adressée à l'inspecteur du travail et aux organismes mentionnés à l'article L. 4532-1 territorialement compétents au lieu de l'opération. Elle est adressée à la date de dépôt de la demande de permis de construire lorsque celui-ci est requis ou, lorsque celui-ci n'est pas requis, au moins trente jours avant le début effectif des travaux. Article L4744-2.- Le fait pour un maître d'ouvrage de ne pas adresser à l'autorité administrative la déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1 est puni d'une amende de 4 500 €.»

## ANNEXE 6 : MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION

Comme tout maître d'ouvrage, vous avez obligation de prévoir, dès les études d'avant projet, les modalités pratiques de coopération entre les différents intervenants et votre coordonnateur SPS. **Ces modalités doivent faire l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants dans l'opération, en application des dispositions du code du travail.**

Si vous avez déjà élaboré ces modalités de coopération, vous voudrez bien nous en adresser un exemplaire.

Dans le cas contraire, vous voudrez bien prendre connaissance du projet que nous avons préparé à votre intention. Il vous appartient de joindre ces modalités aux contrats des différents intervenants (Maîtrise d'œuvre, OPC, Coordonnateur SPS, entrepreneurs) pour signature, et de nous en adresser un exemplaire.

Si, au cours de l'opération, il apparaissait nécessaire d'adapter, préciser ou compléter certaines de ces modalités pratiques, il vous sera possible de le faire par avenant aux différents contrats ou à l'occasion d'une mise à jour du Plan Général de Coordination SPS (PGC SPS).

***RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION :** Code du travail - article R4532-6 « Afin notamment d'assurer au coordonnateur l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur. Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants. »*

## ANNEXE 7 : BATIMENTS DESTINES A RECEVOIR DES TRAVAILLEURS : D.M.L.T.

### LA CONSTITUTION DU DMLT EST À LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE

L'opération porte sur un bâtiment destiné à recevoir des travailleurs et nécessitera l'élaboration par le maître d'ouvrage d'un Dossier de Maintenance des Lieux de Travail (DMLT). Nous joignons ci- après **un bordereau de DMLT** que nous avons pré-rempli. Vous devrez nous le retourner en fin de travaux, après avoir complété la colonne de droite (« Identification et localisation des documents »). Nous joindrons ce bordereau en annexe du DIUO.

| Thème  | Réglementation   | Identification et localisation des documents |
|--|--|--|
| <b>ECLAIRAGE :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Niveaux minimum d'éclairage</li> <li>Informations nécessaires à la détermination des règles d'entretien</li> </ul>   | Code du travail<br><br>Article<br>R 4213-4   |  |
| <b>VENTILATION ET ASSAINISSEMENT DES LOCAUX :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dispositions prises pour la ventilation et l'assainissement des locaux</li> <li>Informations nécessaires au contrôle de l'efficacité des installations</li> <li>Informations nécessaires à l'établissement de la consigne d'utilisation.</li> </ul>   | Code du travail<br><br>Articles<br>R 4212-7<br>R 4222-21   |  |
| <b>ELECTRICITE :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Description et caractéristiques des installations réalisées</li> <li>Informations nécessaires à la vérification initiale de conformité des installations.</li> </ul>   | Code du travail<br><br>Article<br>R 4215-3   |  |
| <b>LOCAUX TECHNIQUES DE NETTOYAGE ET LOCAUX SANITAIRES :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Localisation</li> </ul>  | Code du travail<br><br>Article<br>R 4211-4   |  |
| <b>DESENFUMAGE :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Caractéristiques des installations</li> <li>Informations nécessaires au contrôle périodique et à la maintenance.</li> </ul>  | Arrêté du 05.08. 92<br><br>Article 15  |  |
| <b>PERSONNES HANDICAPEES :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dispositions prises pour assurer aux personnes handicapées l'usage des services.</li> <li>Evacuation en cas d'incendie.               <ul style="list-style-type: none"> <li>Caractéristiques des espaces d'attente sécurisés</li> <li>Dispositions prises pour localiser ces espaces sécurisés</li> </ul> </li> </ul> | Arrêté du 27.06.94<br><br>Article 8<br>Code du travail<br>Articles<br>R 4216-2-1<br>R 4216-2-2<br>R 4216-2-3 |  |

**RAPPELS DE LA RÉGLEMENTATION :** Code du travail - Article R4211-3 - Extraits « Le maître d'ouvrage élabore et transmet aux utilisateurs, au moment de la prise de possession des locaux et au plus tard dans le mois qui suit, un dossier de maintenance des lieux de travail..... »

## ANNEXE 8 : LIMITATION DE L'ACCES AU CHANTIER

### PROPOSITION DE DISPOSITIONS A ENVISAGER PAR LE MAITRE D'OUVRAGE AFIN DE LIMITER L'ACCES DU CHANTIER AUX SEULES PERSONNES AUTORISEES

Afin de satisfaire aux exigences du code du travail, nous vous proposons ci-dessous les dispositions relatives aux conditions d'accès à votre chantier.

Nous vous demandons d'en prendre connaissance, de les compléter le cas échéant, et de nous faire part de vos choix. Ces dispositions doivent être intégrées dans les documents de consultations des entreprises et le PGC.

#### 1. DISPOSITIONS GENERALES

##### le chantier est interdit au public.

Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et, à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage, notamment :

- les personnes appartenant à la maîtrise d'ouvrage, désignées pour participer à l'opération ;
- les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'Ouvrage, si elle existe ;
- les personnes appartenant à la maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés, désignés pour l'opération ;
- les personnes appartenant au bureau de contrôle retenu par la maîtrise d'ouvrage ;
- les coordonnateurs SPS de l'opération ;
- les salariés y compris intérimaires désignés par les entreprises qui les emploient participant à l'opération et, à ce titre, titulaires d'un contrat les liant au maître d'ouvrage ;
- les salariés y compris intérimaires désignés par les sous-traitants qui les emploient participant à l'opération, déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui ;
- les salariés des prestataires de services ou de travaux, y compris intérimaires, désignés par les entreprises ;
- les livreurs, chauffeurs, contrôleurs, formateurs, commerciaux, etc...désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis à l'entrée du chantier et constamment accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.
- les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT, OPPBTP, médecins du travail des entreprises ;
- Toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération.

#### 2. DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'OPERATION :

##### Procédures particulières d'accès au chantier :

- Badge : exigez- vous la délivrance d'un badge aux intervenants de chantier ?
- Registre : exigez-vous l'enregistrement nominatif des intervenants de chantier sur un registre ?
- Engagement moral de l'entreprise concernant la lutte contre le travail illégal : Sous quelle forme ?

##### Autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage :

- Visiteurs du chantier : scolaires – élus – commerciaux – futurs propriétaires ou utilisateurs - etc....
- Intervenants de maintenance si concernés

Conditions de sous-traitance : à développer le cas échéant dans les pièces écrites des marchés ou contrats de travaux

- Avez-vous déterminé des modalités d'agrément ou d'autorisation des sous-traitants ?
- Envisagez-vous de limiter le nombre de rangs de sous-traitance ?